

# ☞ Rapport de stage ☞ Burkina Faso – Été 2011

MOBILISATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ACTEURS  
NATIONAUX AUTOUR DE LA CAMPAGNE « TRADUIRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE  
POUR LE DÉVELOPPEMENT EN UNE LOI-TYPE VISANT LA RÉDUCTION DE LA  
PAUVRETÉ » AU BURKINA FASO



RÉDIGÉ PAR  
RAPHAËL GAGNÉ COLOMBO  
STAGIAIRE POUR L'ACECI – QUÉBEC, CANADA  
(AGENCE CONSULTATIVE EN ÉTHIQUE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE)  
AU ROJALNU-OMD/BF – OUAGADOUGOU, BURKINA FASO  
(RÉSEAU OUEST AFRICAIN DES JEUNES LEADERS DES NATIONS UNIES  
POUR L'ATTEINTE DES OMD SECTION BURKINA FASO)

AOÛT 2011

*Si tu penses à un an, plante du riz,  
Si tu penses à dix ans, plante un arbre,  
Si tu penses à cent ans, forme les hommes.*

- *Confucius*

## Remerciements

Je voudrais tout d'abord remercier l'ACECI et plus particulièrement Mme Ginette Karirekinyana, directrice générale, pour m'avoir accepté comme stagiaire au sein de L'ACECI, ainsi que de m'avoir supervisé durant mon séjour et tant appris sur le développement en Afrique.

Je tiens à remercier spécialement M. Victor Thibaudeau, doyen de la faculté de philosophie de l'Université Laval, ainsi que Mme Marie-Catherine LaPointe, directrice générale de l'agence Boulev'Art, pour leur soutien et leur encouragement dans mon projet.

De plus, un grand merci à la Chaire *La philosophie dans le monde actuel* (Université Laval), au Café Chez Pol ainsi qu'à M. Yves Bolduc, député de Jean-Talon, pour leur soutien financier.

Merci à M. Dakiri Sawadogo, président du ROJALNU-OMD/BF, pour m'avoir accueilli au sein de sa structure au Burkina Faso.

Merci à MM. Amandé Ouedraogo, Harouna Sandwidi et Adbel Diop ainsi qu'à Mme Micheline Kaboré, mes quatre principaux collaborateurs, pour avoir travaillé ardemment pour la Campagne OMD/LRP.

Merci à ma famille pour son support moral et ses encouragements.

Finalement, merci aux Yanogo, ma famille d'accueil, pour leur généreuse hospitalité et pour les nombreuses explications sociopolitiques et économiques concernant le Burkina Faso.

## **Abréviations, sigles et acronymes**

<b>AAPD</b>	Agence(s) d'aide publique au développement
<b>ACDI</b>	Agence canadienne de développement international
<b>ACECI</b>	Agence consultative en éthique de la coopération internationale
<b>AN</b>	Assemblée Nationale
<b>Campagne</b>	Campagne « Traduire les Objectifs du millénaire pour le
<b>OMD/LRP</b>	développement en une loi visant la réduction de la pauvreté »
<b>CDP</b>	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CSLP</b>	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>FCFA</b>	Franc des Colonies Françaises d'Afrique
<b>Hon</b>	Honorable
<b>IDH</b>	Indice de développement humain
<b>LRP</b>	Loi visant la réduction de la pauvreté
<b>OBNL</b>	Organisme à but non lucratif
<b>OMD</b>	Objectif(s) du millénaire pour le développement
<b>OMS</b>	Organisation Mondiale de la Santé
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>OSC</b>	Organisation(s) de la société civile
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier
<b>RDH</b>	Rapport sur le développement humain
<b>ROJALNU-</b>	Réseau Ouest Africain des Jeunes Leaders des Nations Unies pour
<b>OMD/BF</b>	l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement section Burkina Faso

<b>SCADD</b>	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
<b>SE</b>	Son Excellence
<b>SNU</b>	Système des Nations Unies
<b>SPONG</b>	Secrétariat permanent des ONG (Burkina Faso)
<b>TDR</b>	Termes de référence
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UEMOA</b>	Union économique et monétaire Ouest-Africaine
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization)
<b>UNFPA</b>	Fond des Nations Unies pour les Populations (United Nations Fund for Population Activities)
<b>UNICEF</b>	Fond des Nations Unies pour l'enfance (United Nations of International Children's Emergency Fund)

## **Table des matières**

Remerciements	3
Abréviations, sigles et acronymes	4
Table des matières	6
Avant-propos	7
1. Mise en contexte	8
a. Situation générale au Burkina Faso	
b. Les Objectifs du millénaire pour le développement	
c. L'ACECI	
d. La Campagne OMD/LRP	
2. Rencontre de Ouagadougou (avril 2010)	14
3. Organisme d'accueil	15
4. Identification d'un leader	15
5. Formation du Comité d'organisation	17
6. Atelier de relance de la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso	21
7. L'après-stage	23
8. Impressions	25
9. Recommandations	26
10. Bibliographie	29

## Avant-propos

Ce stage de terrain s'est effectué du 20 mai au 3 août 2011 à Ouagadougou au Burkina Faso, au sein de l'Agence consultative en éthique de la coopération internationale (ACECI).

Ce stage au Burkina Faso vient se placer à la toute fin de la formation de premier cycle en philosophie de Raphaël Gagné Colombo. Ce travail de terrain permet au stagiaire de mettre en application des méthodes de travail et des concepts acquis au cours de sa



formation universitaire. En effet, dans le monde associatif africain, l'esprit critique et la vision d'ensemble sont des atouts. Un parcours philosophique permet justement de développer une conception intégrée de la culture humaine, tout en formant aux méthodes d'analyse et à la réflexion critique.

À la base, les objectifs principaux du stage étaient les suivants : faire le suivi des activités entreprises depuis avril 2010; développer des outils méthodologiques pour la Campagne OMD/LRP; réactiver et actualiser le réseau de partenaires de l'ACECI au Burkina Faso. Suite à certains constats du stagiaire une fois rendu sur le terrain, ces objectifs seront partiellement modifiés<sup>1</sup>.

Le stagiaire a été accueilli par le Réseau Ouest Africain des Jeunes Leaders des Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement section Burkina Faso (ROJALNU-OMD/BF). Cette structure a appuyé la démarche du stagiaire et a facilité le développement du projet OMD/LRP.

---

<sup>1</sup> Cf. §2 et §3.

## 1. Mise en contexte

### a. Situation générale au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays de 16 millions d'habitants dont 1,5 millions vivent dans la capitale, Ouagadougou. La langue officielle est le français, mais il existe 60 autres langues nationales. Il y a 8 ethnies différentes, dont le peuple Mossi, qui regroupe 48% de la population. Le Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, entouré par le Mali, le Niger, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire. C'est un pays extrêmement pauvre qui souffre d'un très fort taux d'analphabétisation, surtout chez les femmes.

Qu'entend-on par « pauvreté » en 2011? Est-ce simplement l'état d'une personne qui manque de moyens matériels et financiers? En fait, la notion de pauvreté telle qu'entendue par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'étend au-delà de cette définition limitée et incomplète. Depuis maintenant 21 ans, le PNUD a peaufiné sa définition de la pauvreté en élaborant la notion de « développement humain ». En bref, cette notion ne prend pas seulement en compte le revenu, mais aussi l'espérance de vie, l'alphabétisation et la liberté d'action. De cette notion est né un nouvel outil : l'indice de développement humain (IDH). L'IDH est un outil de mesure très complexe qui tend à dépasser le simple calcul monétaire :

« Il est maintenant presque universellement admis que le succès d'un pays ou le bien-être d'un individu ne peut être mesuré strictement en termes monétaires. Le revenu est bien entendu crucial : sans ressources, tout progrès est difficile. Mais il est également essentiel de savoir si les gens ont la chance de vivre une vie longue et en bonne santé, s'ils ont ou non accès à une éducation et s'ils sont libres

d'utiliser leurs connaissances et leurs talents pour façonner leurs propres destinées. »<sup>2</sup>

Donc, lorsque le PNUD dresse une liste des pays selon leur indice de développement humain, cela constitue en quelques sortes une liste des pays du « plus aisé » au « plus défavorisé ». En 2007, le Burkina Faso se classait avant-dernier, tout juste devant le Sierra Leone. En 2010, le Burkina atteignait la 161<sup>e</sup> position sur 169.

Au Burkina Faso, 40% des habitants vivent sous le seuil de la pauvreté (2008), ce qui est énorme. Toutefois, c'est une décroissance remarquable si l'on considère que cette proportion s'élevait à 46% en 2003. Notons au passage que si la pauvreté ne touche « que » 20% des urbains, elle affecte 52% du monde rural<sup>3</sup>. C'est d'ailleurs pour cette raison que les grandes villes du pays (Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou) fascinent les jeunes d'âge actif. Ces jeunes quittent massivement les campagnes vers les villes en quête d'une vie meilleure. Malheureusement, ceci n'est qu'un leurre, car le taux de chômage s'élève à 18% en ville. Ce chômage frappe surtout les jeunes et revêt un visage féminin, car on compte deux fois plus de femmes chômeurs que d'hommes.

Au niveau de l'emploi, la principale activité est l'agriculture. En effet, 84,7% de la population en âge de travailler œuvre dans le secteur primaire. Moins de 1% des travailleurs burkinabè du secteur primaire auront droit à une retraite.

Lorsque l'emploi est rare et le taux de chômage très élevé, le secteur informel – ou « secteur non structuré » – occupe une place très importante dans l'économie

---

<sup>2</sup> PNUD, Rapport du développement humain 2010.

<sup>3</sup> Les prochains chiffres non-référés de la section *a* sont tirés de : Jacques BARRAT *et al.*, Géopolitique du Burkina Faso, 2008, pp.10-52.

(contrairement à la minuscule place que ce secteur occupe dans les pays développés). En gros, le secteur informel c'est ce qu'on pourrait appeler les « petits boulots » (souvent au noir). Au Burkina, ce secteur informel se concentre surtout autour de la réparation de vélos, de vélomoteurs et de montres.

Ensuite, l'insuffisance pondérale (malnutrition) touche 45% des enfants et la moitié d'entre eux sont victimes d'émaciation (amaigrissement extrême). Outre la nutrition, il y a des problèmes de logement, de vêtement, d'accès aux soins de santé, à l'eau et à l'électricité. Mais le problème majeur pour les Burkinabè reste l'éducation. Aujourd'hui, près de 70% de la population burkinabè est analphabète. Ce fléau, encore une fois, touche davantage les femmes que les hommes.

#### b. Les Objectifs du millénaire pour le développement

« La lutte contre la pauvreté » a été lancée par la Banque Mondiale en 1990. Ce thème a été conçu pour prendre le relais de celui du « développement » qui fut l'objet d'une expérimentation internationale de grande ampleur entre les années 1960 et 1980. Dès son lancement, « la lutte contre la pauvreté » a rencontré un très large consensus. Ce consensus provenait du fait que ce thème pouvait être justifié à tous les plans concernés : politique, juridique, économique, éthique et religieux.

En 2000, l'Organisation des Nations Unies (ONU) adopte les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Ces OMD sont au nombre de huit (8) et ils visent à encourager le développement en améliorant les conditions sociales et économiques dans les pays les plus pauvres du monde. Les OMD représentent un pas en avant puisqu'ils font l'objet d'un consensus ainsi que d'une prise de

conscience internationale. Ces objectifs, divisés en cibles, ont été approuvés par 189 États et ont pour date butoir 2015.

« L'élimination de l'extrême pauvreté demeure l'un des grands défis de notre temps et constitue l'une des principales préoccupations de la communauté internationale.[...] Les objectifs du Millénaire pour le développement sont assortis de cibles à atteindre dans des délais précis, de façon à mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté monétaire, la faim, la maladie, l'absence de logements adéquats et l'exclusion tout en promouvant l'égalité des sexes, la santé, l'éducation et le respect de l'environnement. [...] Ces objectifs ambitieux mais réalisables indiquent la voie à suivre par la communauté internationale pour faire reculer l'extrême pauvreté d'ici à 2015 dans le cadre du programme global de l'ONU pour le développement »<sup>4</sup>.

#### c. L'ACECI

L'Agence consultative en éthique de la coopération internationale est une organisation à but non lucratif basée à Québec (Canada). Elle plaide en faveur du facteur humain dans les grands enjeux mondiaux comme le développement durable, la lutte contre la pauvreté, les relations bilatérales et multilatérales. Sa mission est de promouvoir une vision de la coopération internationale basée sur le principe de partenariat responsable, pour atteindre une coopération équilibrée et un développement éclairé.

#### d. La Campagne OMD/LRP

En 2011, nous constatons qu'en dépit des efforts nationaux et internationaux, les Objectifs du millénaire pour le développement peineront à être intégralement

---

<sup>4</sup> Ban KI-MOON, in Passer à l'action pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, Organisation des Nations Unies, 2008, p.2.

atteints d'ici 2015. L'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables se fait attendre. Les crises alimentaire, financière et énergétique de 2008 viennent aggraver le sort des populations sans protection. Les progrès sont trop lents et les processus de vérification de l'efficacité insuffisants. De plus, les OMD ne mettent pas assez d'emphasis sur la durabilité, ce qui rend leur futur post-2015 questionnable.

C'est pourquoi l'Agence Consultative en Éthique de la Coopération Internationale (ACECI) croit que l'adoption d'une loi anti-pauvreté est le moyen de donner un caractère contraignant aux OMD afin d'obtenir des résultats concrets. Cette approche pragmatique se pose en opposition au caractère trop spéculatif des OMD. Ainsi, en 2009 à Bruxelles, l'ACECI a initié la Campagne « Traduire les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en une loi-type visant la réduction de la pauvreté (LRP) ». Le Burkina Faso est un pays initiateur et la finalité du projet est de proposer une loi anti pauvreté à l'Assemblée Nationale.

La Campagne OMD/LRP ne rejette pas les OMD. Ces derniers forment, sur le plan politique, une base consensuelle. Ainsi, ils représentent le meilleur point de départ pour une LRP. Cependant, outre le fait qu'ils soient conçus de manière trop théorique, ils ont également un caractère trop global. La LRP prévoit faire un pas en avant en ajustant la loi-type aux caractéristiques spécifiques de chaque pays. De cette manière, il y aura conséquemment une « localisation » de la loi, ce qui favorisera son appropriation nationale.

Un autre aspect révolutionnaire de la LRP réside dans la manière dont elle est conçue. L'ACECI encourage une approche par le bas, dite *bottom-up*, qui se veut plus fidèle aux revendications et aux réalités de la population. L'approche *bottom-up* vise à initier le processus à partir de la base, c'est-à-dire au niveau des populations, pour ensuite l'élever progressivement vers les entités dites « du haut », soient les autorités nationales et internationales. Cela dans l'optique d'éviter que les populations se voient une fois de plus imposer une stratégie

venant du haut (CSLP, SCADD, OMD, etc.), sans qu'il y ait eu une consultation publique approfondie. Ainsi, la loi qui émergera du processus bottom-up sera assurément le fruit d'un mouvement citoyen. La LRP énoncera les enjeux réels des populations locales en plus de faire l'objet d'une bonne divulgation et appropriation populaire, contrairement aux stratégies du *haut*.

Au Burkina Faso, l'approche bottom-up se manifeste à travers une démarche très précise qui a été élaborée par le stagiaire et le comité d'organisation des ateliers. Cette démarche sera exposée ci-après (cf. §4).

## **2. Rencontre de Ouagadougou (avril 2010)**

Un an avant mon arrivée au Burkina Faso s'est tenu un atelier sur la Campagne OMD/LRP à Ouagadougou. Cet atelier fut organisé par l'ACECI en collaboration avec le SPONG et le Parlement National du Burkina Faso.

Plusieurs thèmes ont été abordés à l'occasion de cette rencontre. Il a été discuté, notamment : du cadre normatif et juridique relatif aux notions de pauvreté et des droits Humains; du processus et des grandes orientations de principes de la loi visant la réduction de la pauvreté (implications des acteurs internationaux) ; du rôle des mouvements féminins.

L'ACECI fut en mesure de tirer plusieurs conclusions suite à cet atelier. Premièrement, l'intérêt et l'engagement des acteurs nationaux pour ce processus ne laissent aucun doute. Le Président du Parlement du Burkina Faso (M. Roch Christian Kaboré) et le Parlement manifestent clairement leur appui au projet. Ensuite, les sociétés civiles proposent une collaboration avec les parlementaires. Elles souhaitent faire une consultation publique et apporter leur contribution au contenu du projet de loi-type. Aussi, les agences du Système des Nations Unies (SNU) se disent disponibles pour un appui non seulement financier mais aussi technique. De plus, étant donné que certains aspects des OMD dépassent le cadre national, il a été demandé que les organisations régionales comme la CEDEAO et internationales soient associées au processus. Finalement, il a été convenu que le SPONG, en tant que structure principale en contact avec les sociétés civiles, assurera l'avancement du processus en convoquant en réunion toutes les parties prenantes pour faire un plan d'action.

### **3. Organisme d'accueil**

Le Réseau Ouest Africain des Jeunes Leaders des Nations Unies pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement section Burkina Faso (ROJALNU-OMD/BF) fut créé en 2004 suite à la volonté des Nations Unies d'offrir, par le biais de la jeunesse, une nouvelle voie pour l'atteinte des OMD. Il a pour objectif d'apporter sa contribution pour la mise en route d'un plan d'action qui, à terme, impliquera et évaluera l'apport des associations et mouvements de jeunesse dans l'atteinte des OMD. Son Bureau national de coordination est composé de treize (13) membres et se réunit mensuellement. Le ROJALNU-OMD/BF est présent sur l'ensemble du territoire burkinabè, c'est-à-dire dans chacune des treize régions. Le Réseau était une structure adéquate pour m'accueillir en tant que stagiaire parce qu'il œuvre dans le domaine des OMD, et aussi puisqu'il possède une bonne expérience de terrain en ce qui concerne la pauvreté et le développement, de même qu'un large réseau de contacts (OSC, PTF, gouvernement).

### **4. Identification d'un leader**

À mon arrivée j'ai commencé par m'entretenir avec MM. Dakiri Sawadogo, Amandé Ouedraogo et Harouna Sandwidi, respectivement président, secrétaire permanent et secrétaire chargé de la gestion-planification du ROJALNU-OMD/BF. Je les ai informé de la Campagne OMD/LRP et je leur ai distribué des documents informatifs produits par l'ACECI afin qu'ils se familiarisent avec l'organisme et ses objectifs. Par la suite, j'ai rencontré Mme Micheline Kaboré (qui avait participé à l'organisation de l'atelier en 2010) afin de faire l'état des lieux. Rapidement, je me suis rendu compte que mon premier objectif de stage, qui était de « faire le suivi des actions menées en faveur de la Campagne OMD/LRP depuis avril 2010 » se

révélaient irréalisable puisque les choses n'avaient pas évolué. Comme le processus n'avait pas avancé, il n'y avait pas de suivi à faire.

Delà, il m'est apparu clair que la responsabilisation d'une structure était indispensable pour l'avancement de la Campagne. Sans responsabilisation, le Collectif impliqué est trop vaste et ses constituants, pris isolément, n'ont pas vraiment de comptes à rendre. En implantant une chaîne organisationnelle croissante, la responsabilisation se fait graduellement et chaque acteur du processus possède un interlocuteur relativement précis. En bref, au lieu d'avoir le schéma communicationnel suivant :

ACECI ↔ Collectif de Campagne

Nous obtenons une forme s'approchant de celle-ci :

ACECI ↔ Leader local ↔ Comité de travail ↔ Cadre de concertation (au niveau national) ↔ Collectif de Campagne

C'est pourquoi il fallait trouver, parmi les organisations de la société civile (OSC), une structure qui serait motivée et en mesure de prendre le leadership de la Campagne OMD/LRP au niveau du Burkina Faso. L'avantage d'avoir un leader local est qu'il représente l'interlocuteur direct de l'ACECI au Burkina Faso et qu'il opère un suivi permanent pour s'assurer du bon fonctionnement des activités. Le leader a aussi pour tâche de convoquer le cadre de concertation et de trouver du financement. Cette responsabilisation est nettement fidèle au principe de partenariat responsable puisqu'avec un leader, la Campagne gagne en autonomie.

Ainsi, j'ai progressivement tenté d'identifier une structure adéquate pour assumer cette responsabilité. Après avoir participé à un atelier national sur le VIH/Sida, organisé par mon organisme d'accueil, je me suis rendu compte que je possédais un candidat idéal dans mon entourage : le ROJALNU-OMD/BF. En effet, le Réseau

œuvre dans le domaine des OMD, connaît bien les réalités du terrain, étend ses activités sur tout le territoire national et possède un bon réseau de contacts. J'ai donc discuté de l'option que le ROJALNU-OMD/BF devienne leader avec la directrice générale de l'ACECI. Suite à une approbation de sa part, j'ai convoqué les responsables du Réseau et je leur ai offert ce statut, en insistant sur toutes les responsabilités et engagements qu'il occasionne. Les responsables du ROJALNU se sont montrés très intéressés et ont directement accepté de devenir le leader de la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso.

## **5. Formation du Comité d'organisation**

La dernière activité de la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso remontant à avril 2010, il était important de réactiver le réseau de contacts existant et de l'élargir en interpellant de nouvelles structures. Ainsi, après avoir établi un leader, le deuxième grand pas du projet consistait à organiser un atelier d'information afin de rassembler les acteurs sociaux et de les mettre à jour concernant la Campagne.

Pour ce faire, il m'a semblé nécessaire de créer un Comité d'organisation pour l'atelier. J'ai donc formé un groupe composé de cinq membres : deux représentants de l'ACECI (M. Abdel Diop et moi-même), deux représentants du ROJALNU (MM. Amandé Ouedraogo et Harouna Sandwidi) et une militante externe (Mme Micheline Kaboré). Ce comité s'est réuni hebdomadairement durant les mois de juin et juillet. Son objectif était de planifier le déroulement de la Campagne à court et moyen terme.

À court terme, il fallait organiser un atelier. Pour ce faire, le comité a réfléchi globalement et en est venu aux conclusions générales suivantes :

1. Le leader doit être investi durant l'atelier. Le président du ROJALNU doit faire un discours pour prouver la capacité du Réseau à assumer le rôle de leader.

2. Les PTF, les parlementaires et le gouvernement seront invités outre les OSC. Cela puisque le leader doit être publiquement connu pour pouvoir faire des demandes de financement pour le projet.

3. Les invités doivent recevoir de la documentation au moins sept (7) jours en avance. Cette documentation permet aux participants d'être bien informés ce qui laisse place à des échanges fructueux et constructifs.

4. Pour inciter les participants à réfléchir sur le contenu de la loi, le comité a décidé de rédiger méticuleusement des thèmes de réflexions qui orienteront le travail intellectuel. Les participants doivent sélectionner un (ou plusieurs) thème(s) et en discuteront en groupes de travail lors du 2<sup>e</sup> atelier.

5. L'atelier doit être concis et clair. Aussi, il doit donner assez de substance aux participants pour qu'ils puissent méditer efficacement entre le premier (juillet 2011) et le deuxième atelier (probablement septembre 2011).



Outre la discussion autour de ces points, le comité devaient également produire les divers documents qui seraient distribués avant l'atelier, soient :

- a. **Les TDR de l'atelier.** Ceux-ci informent sur les OMD et sur la Campagne OMD/LRP; sur les objectifs et les résultats attendus de l'atelier; l'identité de l'ACECI et du ROJALNU.
- b. **Le document de promotion.** Celui-ci informe sur l'état de la pauvreté au Burkina Faso; sur les stratégies déjà en vigueur et leur place dans une LRP; sur l'apport d'une LRP.
- c. **Les thèmes de réflexion.** Ceux-ci orientent les participants sans les contraindre. Ils permettent de réfléchir efficacement sur l'apport d'une loi en matière de pauvreté selon une approche des droits humains.

En plus de ces documents, les invités ont reçu les « Réponses aux questions fréquemment posées »<sup>5</sup> à propos de la Campagne OMD/LRP, le programme de l'atelier et une lettre d'invitation.

Aussi, le comité a établi le budget de l'activité, a sélectionné les invités et s'est occupé de l'impression et de la distribution des documents.

À long terme, le comité s'est fixé une marche à suivre stricte au niveau de la forme mais flexible au niveau du contenu. Cela, puisqu'une forme rigide assure la cohérence, tandis qu'un contenu indéterminé permet de respecter l'approche participative.

Au niveau de la forme, le processus suivra *grosso modo* les étapes suivantes : Premièrement, un premier atelier sera organisé pour investir le leader publiquement, pour informer les gens au sujet de la Campagne et pour donner aux OSC de la matière à partir de laquelle elles pourront réfléchir. Dans un deuxième temps, le leader mettra en branle un large processus d'action collective

---

<sup>5</sup> ACECI, 2010.

et de délibération publique. Pour respecter la l'approche bottom-up, cette seconde étape inclura uniquement les OSC, représentants directs de la population. Via un groupe Yahoo (sur le web), une vaste consultation sera entreprise pour recueillir des remarques et suggestions à propos de la pauvreté. Cet outil virtuel permettra de produire une première compilation d'énoncés pertinents pour la loi. Cette compilation fera l'objet de débats en plénière d'ateliers. Ces ateliers, qui seront nombreux et constants, mèneront à une synthèse, qui elle-même mènera à une version pré-finale du projet de loi. Delà, le cadre de concertation pourra collaborer avec une équipe de juristes pour mettre le tout en forme<sup>6</sup>, et qu'ainsi le projet de loi se présente comme un projet de loi conventionnel déposé à l'Assemblée Nationale. En quatrième lieu, le cadre de concertation soumettra le projet de loi à une cellule parlementaire, laquelle proposera la loi à l'Assemblée Nationale<sup>7</sup>.

Voici une vision d'ensemble du projet à long terme. On peut remarquer que la forme est définie, tandis que le contenu (quels sujets seront abordés en priorité en plénière, quel sera le contenu du projet de loi, etc.) reste à définir. Ajoutons que la quatrième étape n'est pas utopique : depuis le début de la Campagne, l'Honorable Mahama Sawadogo, député du CDP, accompagne et soutien le processus en assurant que son parti portera le projet de loi au niveau parlementaire une fois que les étapes préliminaires seront accomplies.

Ainsi, le comité d'organisation avait tout ça en tête lorsqu'il organisait le premier atelier. Outre l'investiture publique du leader, l'important était de susciter la réflexion chez les OSC puisque la démarche bottom-up commence avec elles. Cette réflexion continue sur la démarche idéale à mener a permis au comité

---

<sup>6</sup> En réalité, ce "filtrage juridique" s'opérera déjà un peu aux étapes précédentes puisque parmi les membres du cadre de concertation se trouvent des structures juridiques (ex. Femmes Juristes du Burkina).

<sup>7</sup> Cette quatrième étape peut se dérouler de plusieurs manières. Par souci de concision, je ne développerai pas à ce propos dans le présent rapport. Arrivés à cette étape, le cadre de concertation et la cellule parlementaire pourront décider de la meilleure voie envisageable à entreprendre.

d'envisager sous plusieurs angles la Campagne. Cela est avantageux puisque cela réduit la marge d'imprévu et, de plus, cela a permis à deux membres actifs de la structure-leader (le ROJALNU) de se familiariser avec les tenants et aboutissants de la Campagne dans son ensemble.

## **6. Atelier de relance de la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso**

Pour faire suite à l'atelier tenu en 2010, il m'a paru nécessaire d'organiser un second atelier. Cet atelier a pris la forme d'un atelier de « relance » pour deux raisons : 1) Depuis plus d'un an, rien n'avait évolué dans la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso (cf. §4); 2) La liste des invités a été considérablement élargie par rapport à 2010, ce qui implique que pour plusieurs, c'était leur premier contact avec l'ACECI.

Le comité d'organisation s'est donc appliqué durant les mois de juin et juillet à préparer cet atelier qui se voulait à la fois informatif et participatif. Le volet informatif s'est effectué par l'entremise, premièrement, des documents explicatifs remis 7 à 10 jours avant l'atelier. Ensuite, la première partie de l'atelier qui consistait en cinq allocutions assurait également une transmission d'informations. Le volet participatif quant à lui s'est effectué dans la deuxième partie de l'atelier, via une période de questions et d'échange, et dans les semaines suivant l'atelier, par l'intermédiaire d'un groupe de discussion sur le web.

L'atelier s'est tenu le 22 juillet 2011 à la salle de conférence du Système des Nations Unies, à Ouagadougou. La première partie de l'atelier, comme il a été dit, se voulait un exposé effectué par cinq panelistes<sup>8</sup>. En premier, M. Abdel Diop, consultant en relations internationales, a exposé la notion de pauvreté, les stratégies déjà en place au Burkina Faso et les écueils des OMD. En second, Mme Ginette Karirekinyana, directrice générale de l'ACECI, a fait un retour sur l'atelier

---

<sup>8</sup> La transcription de ces allocutions est disponible sur [aceci.org](http://aceci.org).

d'avril 2010, a insisté sur les actions déjà accomplies dans la Campagne et a rappelé aux sociétés civiles que leur destin est avant toute chose dans *leurs* mains et qu'il faut agir. En troisième, M. Harouna Sandwidi, président par intérim du ROJALNU-OMD/BF, a justifié le choix de son organisation à titre de leader en insistant sur leur étendue territoriale, leur large réseau de contacts, leur travail déjà ancré dans les OMD, les activités d'envergures que le ROJALNU a réalisées par le passé et leur motivation face à la Campagne OMD/LRP. En quatrième, l'Honorable Mahama Sawadogo, député du CDP, a fait une revue historique de la Campagne depuis 2008 avant de rappeler les difficultés d'un tel projet et d'assurer l'auditoire de l'appui de l'Assemblée Nationale du Burkina Faso, de même que celui de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. Cinquièmement, Mme la Coordonnatrice résidente de l'ONUSIDA a salué l'initiative de l'ACECI tout en recommandant de bien s'informer des tentatives antérieures de lois-type pour éviter de faire face aux mêmes obstacles.



La deuxième partie de l'atelier rassemblait principalement les sociétés civiles. Plusieurs questions ont été posées à propos des allocutions et de la Campagne en général. Pour terminer, sept (7) thèmes de réflexion (élaborés préalablement

par le comité d'organisation) ont été proposés aux participants pour orienter leur réflexion sur le contenu d'une loi anti-pauvreté d'ici au prochain atelier.

Suite à l'atelier, un groupe Yahoo a été mis sur pied afin de servir de plateforme d'échange entre les participants. Cet outil interactif est divisé en sept forums, un par thème de réflexion.

## **7. L'après-stage**

Pour des raisons de santé, mon stage a été écourté de quinze (15) jours. Ainsi, mon départ a eu lieu environ deux semaines après l'atelier. Dans cette courte période de temps, j'ai réfléchi sur la manière la plus efficace pour que le processus soit fonctionnel après mon départ. L'autonomie locale est d'ailleurs la composante-clé du principe de partenariat responsable.

J'ai convoqué en réunion le comité d'organisation et nous avons établi les points suivants :

- Le comité d'organisation continuera normalement son travail organisationnel suite au départ du stagiaire de l'ACECI.
- Un poste de « responsable/coordonateur OMD/LRP » sera créé au sein du ROJALNU (la description de tâche reste à définir).
- Avec l'appui de l'ACECI, le leader cherchera du financement pour la poursuite des activités.
- Le groupe Yahoo sera géré et mis à jour par le coordonnateur OMD/LRP.
- Un deuxième atelier sera organisé prochainement (septembre ou octobre) pour faire une synthèse des premières réflexions des représentants des OSC.
- Suite au deuxième atelier, le leader établira un plan de cadrage qui inclura un calendrier de même qu'un échéancier des activités des 8 prochains mois.

- Le leader rencontrera hors-atelier les OSC les plus impliquées afin de prendre en compte leur opinion et pour s'assurer de la cohésion du cadre de concertation.
- Malgré le processus bottom-up, le leader gardera contact avec l'ONU et le Parlement afin de s'assurer d'une progression fluide lors des étapes subséquentes du processus.
- Le ROJALNU-OMD/BF et l'ACECI resteront en étroite communication pour garantir un développement efficace de la Campagne.
- Le leader se dotera d'un parrain pour la Campagne.

## 8. Impressions

Je dois avouer que ma première expérience en sol africain m'a appris énormément de choses autant à titre de stagiaire qu'à titre de jeune touriste occidental.

Pour ne m'en tenir qu'au niveau professionnel, je dirais que le Burkina Faso possède certains avantages pour un projet comme la Campagne OMD/LRP. Premièrement, le monde associatif africain est énormément plus vaste que celui de l'Europe ou de l'Amérique. Ainsi, l'ACECI peut facilement satisfaire sa volonté de faire entendre la voix des mouvements populaires par le biais des nombreuses organisations de la société civile. Aussi, les bailleurs de fonds internationaux sont omniprésents, ce qui permet un accès possible à divers financements. Je pense ici surtout aux agences de l'ONU (PNUD, UNFPA, UNICEF, ONUSIDA, UNESCO, OMS, etc.), à l'Union Européenne et aux agences d'aide publique au développement (comme l'ACDI par exemple).

Cependant, j'ai aussi dû faire face à de multiples obstacles dans mon travail. Premièrement, la ponctualité n'existe pas dans le monde associatif africain. Il n'est pas rare qu'un collègue arrive avec une heure de retard à une réunion ou un rendez-vous. Deuxièmement, la météo entrave souvent le travail : lorsqu'il fait très chaud, les gens travaillent moins efficacement et préfèrent rentrer chez eux; lorsqu'il pleut, les activités liées au travail sont souvent annulées. Troisièmement, l'internet est lent et difficile d'accès. Les OSC et ONG n'ont souvent pas de site web ou ne l'entretiennent pas régulièrement. Quatrièmement, il était compliqué pour moi d'avoir des rendez-vous au centre-ville puisqu'à Ouagadougou, il n'y a pas de système d'adresse civiques (il faut fonctionner avec des repères visuels) ni de réseau de transport en commun (il faut conséquemment utiliser le taxi). Cinquièmement, le marché du travail africain est beaucoup plus lent et détendu que le marché du travail occidental. Il y a certes une différence de moyens et

d'équipement, ce qui freine le travail continu. Toutefois, j'oserais soutenir que j'ai souvent été témoin d'une certaine lâcheté et d'une procrastination dans mon milieu de travail.

Finalement, j'aimerais affirmer ma foi dans le potentiel succès de la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso. Plusieurs éléments sont à la faveur du projet : une volonté de changement du peuple burkinabè; une motivation des OSC de tout horizons; un accueil favorable de la part du Système des Nations Unies et un appui confirmé au sein du Parlement. Cependant, malgré la faisabilité de la chose, il s'agit d'un processus très long et très lourd. Au moindre relâchement, tout peut s'écrouler. C'est pourquoi le leader a un rôle très important, soit celui de toujours alimenter le processus afin que son feu ne s'éteigne jamais. Beaucoup d'obstacles se présenteront au cours de cette Campagne et la seule manière de les surpasser est de fournir un effort constant.

## **9. Recommandations**

### Stage

Outre les formations pré-départ, le stagiaire devrait commencer son travail 2 à 4 jours *avant* de partir pour le pays de stage. Ce travail devrait se faire au bureau de l'ACECI à Québec, avec la présence sur les lieux de la coordonnatrice de stage. Cela permettra au stagiaire : (1) de se mettre dans le bain; (2) de se rendre compte des choses qu'il ne comprend pas et de poser directement des questions importantes *avant* de partir; (3) de commencer un peu son travail qui, au début, n'a pas besoin d'être effectué à l'étranger; (4) de profiter d'un accès à internet pour une recherche documentaire préalable au stage.

Le logement du stagiaire doit être trouvé *avant* le départ de celui-ci. Cela évitera une perte de temps et d'argent. Cela évitera aussi d'accentuer l'instabilité et l'angoisse du stagiaire qui doit déjà faire face à beaucoup d'incertitude.

De plus, parmi les tâches du stagiaire, il serait avantageux qu'une tâche soit indépendante du travail de terrain et faisable à l'aide d'un ordinateur. Cela permettra au stagiaire de s'occuper lors des fréquents « temps morts », surtout au début de son stage.

### Campagne OMD/LRP

Mes recommandations concernant la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso sont au nombre de quatre :

- Pour mener le processus, le leader doit, à mon avis, s'entourer d'autres OSC qui souhaitent s'impliquer fortement. Sans nécessairement parler d'un co-leadership (qui pourrait créer une certaine confusion), je suggère que le leader soit en forte communication avec quelques OSC ciblées. Cela a pour principal avantage de ne pas faire reposer la progression entièrement sur le leader. Car dans l'état actuel des choses, si le leader s'arrête ou ralentit, il en ira de même pour le processus. Il suffit donc de ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier.
- En continuité de la première recommandation, j'insiste sur le fait que certaines OSC qui veulent s'impliquer doivent pouvoir communiquer informellement et facilement avec le leader. La raison est bien simple : les ateliers sont importants, mais ils exigent beaucoup de ressources, de temps et d'énergie. Dans le projet OMD/LRP, il faut faire beaucoup avec peu. C'est pourquoi les ateliers ne doivent avoir lieu que lorsque nécessaire et il faut capitaliser les avancées dans des actions hors-atelier. Le progrès doit être palpable d'un atelier à l'autre. En misant sur les

- échanges sur le groupe Yahoo ou encore sur des rencontres informelles, le processus s'accélèrera.
- Il faut centraliser l'information concernant la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso. Il faut qu'une personne qui s'intéresse à la Campagne puisse facilement avoir accès à tous les documents produits (« Questions fréquemment posées », document de promotion, TDR des ateliers, comptes-rendus des ateliers, coordonnées de l'ACECI et du ROJALNU, calendrier des activités, etc.) et ce, dans un seul et même endroit. Diverses options sont possibles : un site web indépendant, une section du site web de l'ACECI, un onglet « Pour en savoir plus » dans le groupe Yahoo, etc.
  - L'ACECI doit se concentrer sur les pays où le projet est déjà en branle. Il y a beaucoup de travail à faire et il ne sert à rien de commencer le processus à zéro dans de nouveaux pays pour l'instant. De plus, je crois que si les choses avancent bien au Burkina Faso ou au Niger, il sera par la suite plus facile de convaincre les autres pays d'entreprendre la démarche OMD/LRP.

Pour conclure, j'aimerais insister sur le fait que la Campagne OMD/LRP n'est pas une entreprise caduque et qu'au contraire, je crois que l'ingéniosité de cette approche lui permettra de faire une différence. J'espère sincèrement que la Campagne OMD/LRP au Burkina Faso sera le rendez-vous de mes nobles idéaux de lutte contre la pauvreté et d'un pragmatisme efficace.

## **Bibliographie**

Jacques BARRAT *et al.*, Géopolitique du Burkina Faso, 2008, coll. Géopolitiques du XXI<sup>e</sup> siècle, 294 pages.

Alain NOËL, Une loi contre la pauvreté : la nouvelle approche québécoise de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Cahier du Centre de recherche sur les politiques et le développement social (CPDS), N°03-01, 2003, 21 pages.

ONU, Passer à l'action pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, Note d'information du Secrétaire Général, 2008, 33 pages.

Disponible sur le web :

<<http://www.un.org/millenniumgoals/2008highlevel/pdf/0840769f.pdf>>

PNUD, Rapport sur le développement humain 2010, 2010, Publications des Nations Unies, New York, 260 pages.